

Sujet : [INTERNET] participation du NPA à l'enquête publique concernant les travaux d'extension de l'échangeur d'Heudebouville

De : Sophie Ozanne

Date : 01/05/2021 15:07

Pour : pref-projet-heudebouville@eure.gouv.fr

bonjour Monsieur Guiffard

Je vous envoie l'avis du NPA Seine Eure à joindre au dossier d'enquête publique. J'espère pouvoir vous rencontrer d'ici la fin de l'enquête.

bien cordialement

Sophie Ozanne pour le NPA Seine Eure (Nouveau parti anticapitaliste)

— Pièces jointes : —

enquête publique A13.odt

30,9 Ko

Enquête publique travaux sur l'A13 à Heudebouville et Vironvay Avis du NPA Seine Eure*.

Les futurs travaux sur l'A13 à Heudebouville et Vironvay se justifient, selon les défenseurs du projet autoroutier ainsi :

- améliorer le lien entre l'agglomération Seine Eure et la métropole de Rouen.
- Fluidifier la circulation sur les axes secondaires
- améliorer la sécurité routière et celles des habitants des communes traversées.

Nous répondrons à ces trois arguments pour montrer l'incompatibilité du projet avec les enjeux et les impératifs qui s'imposent aujourd'hui.

Tout d'abord, nous voulons revenir sur la crise écologique majeure qui menace sérieusement la vie même sur Terre. Tous les experts scientifiques mondiaux dont les travaux sont relayés par le GIEC, à la demande des États, alertent depuis des décennies sur les conséquences du réchauffement climatique (montée des eaux menaçant des villes et régions entières, périodes de sécheresse intense, raréfaction de l'eau potable, désertification de certains endroits du globe y rendant la vie impossible, phénomènes météo extrêmes plus fréquents comme les tornades, cyclones..., affaiblissement de certains courants marins comme le Gulf Stream...), mais aussi sur les conséquences non moins dramatiques de la chute de la biodiversité. Est-il besoin de rappeler que certains animaux sauvages porteurs de virus en viennent à côtoyer des humains et les contaminent durablement, à cause de la déforestation massive qui les chasse de leurs habitats, ?

Que disent les scientifiques dans leurs cris d'alarme incessants ? Ils exhortent les gouvernants à baisser drastiquement leurs émissions de gaz à effet de serre afin de limiter la hausse des températures à 1,5°C d'ici 2100 pour éviter la catastrophe (les enfants qui naissent aujourd'hui connaîtront la fin du siècle). Cet objectif de limitation à 1,5°C de hausse, repris par les États lors de la COP 21 à Paris, impose des changements profonds dans les modes de transport. D'autant, qu'à la suite de la dernière réunion des États, l'Union Européenne a adopté l'objectif, pour 2030, d'une réduction nette « d'au moins » 55 %, un relèvement par rapport à l'engagement d'au moins 40 % pris en 2015. Pour y parvenir, il va bien falloir arrêter de privilégier le développement du tout-voiture, du tout-camion qui a prévalu jusqu'à aujourd'hui.

C'est dans ce contexte que les dirigeants de la Région et de la CASE ont décidé d'augmenter la surface bitumée de l'autoroute A13, d'en multiplier les voies d'accès et de sortie, de construire un nouvel ouvrage d'art après avoir détruit le précédent à Vironvay. 13 millions € sont ainsi prévus (combien à l'arrivée?) Tout ça pour quoi ? Pour permettre aux véhicules, voitures et camions, de circuler, avec le moins d'obstacles possibles, entre l'agglomération Seine Eure et la métropole de Rouen, avec une meilleure sécurité. Non seulement ce n'est pas raisonnable au regard des objectifs fixés par le gouvernement Macron de diminution des émissions de GES, mais ces investissements ne correspondent pas aux besoins de mobilité actuelle.

Si vraiment, ces mêmes élu.es voulaient améliorer la liaison entre les deux territoires, Seine Eure et métropole de Rouen, ils pourraient expérimenter la suppression du péage d'Incarville dont la présence, rejette, depuis des années, chaque jour, des milliers de véhicules sur les routes secondaires (là aussi la sécurité des habitants et des conducteurs est mise à mal).

Nous demandons de tester la suppression du péage pendant trois mois et d'observer le résultat. Nous parions que les milliers de véhicules qui s'amassent quotidiennement à la sortie 20 de Criquebeuf pour éviter le péage d'Incarville, qui roulent sur la bande d'arrêt d'urgence de l'A13, avec les risques encourus, qui se retrouvent dans des bouchons avant de finir les uns derrière les autres sur la rocade de Pont de l'Arche, puis sur la nationale 15 et les routes à proximité, resteront sur l'A13. Cette autoroute qui existe pourrait jouer pleinement son rôle de liaison entre les deux territoires, quitte à baisser la vitesse à 90km/h, comme sur les rocades périurbaines.

On voit bien que la construction de la rocade de Pont de l'Arche n'a pas réglé l'engorgement du trafic et les bouchons à certaines heures, qui sont réapparus bien vite. Forts de ce constat, les élu.es auraient pu éviter le doublement des voies à Criquebeuf, car lui aussi ne va que différer les problèmes d'intensification de la circulation, qui se retrouveront d'ici quelques temps aux mêmes endroits.

Au-delà du sujet même de l'enquête publique, à savoir les travaux d'extension des échangeurs à Heudebouville et Vironvay, nous tenons à alerter sur la politique des transports écocide, climaticide, encouragée depuis des décennies. Il ne s'agit plus aujourd'hui de construire des routes, des rocades, des autoroutes supplémentaires : la France est suffisamment pourvue d'infrastructures routières.

En revanche, les responsables politiques doivent mettre en place des politiques pour diminuer les flux de véhicules qui sillonnent le pays chaque jour, déversant des quantités de gaz à effet de serre, mais aussi dégageant des pollutions dues à l'abrasion des pneus, des freins et des particules fines qui sont mises en cause dans le développement de maladies respiratoires entraînant la mort prématurée de dizaines de milliers de personnes chaque année (le chiffre de 48 000 morts prématurés est régulièrement cité).

Pour le transports des marchandises, nous préconisons de développer le fret fluvial et ferroviaire. Notre territoire est traversé par la Seine, fleuve navigable par excellence : combien d'entreprises pourraient s'approvisionner par ce moyen de transport si un port multimodal était construit du côté d'Alizay/Le Manoir (à commencer par l'usine Double A, à Alizay, avec ses livraisons de pâte à papier et de bois) ? Les lignes ferroviaires doivent être entretenues, développées, voire ré-ouvertes, afin de transporter en priorité les marchandises dans les trains. Par exemple, les céréales qui transitent de la Beauce vers le port de Rouen, premier port céréalier d'Europe, pourraient être transportées par des trains plutôt que par des milliers de camions sur les routes et l'A154.

Par ailleurs, la réalisation du demi-échangeur de Heudebouville est justifiée par ses promoteurs, par le développement de la zone d'activité Ecoparc, dont une nouvelle extension est en cours. Or, nous contestons justement le modèle de

développement que cette zone d'activité incarne. Les plates-formes logistiques n'ont de sens que dans une organisation à flux tendu de la production et nécessitent un recours intensif au transport par poids-lourds. Il faut sortir de cette logique, produire localement en fonction des besoins et raccourcir les circuits lieu de production / lieu de consommation, et donc de la logique du tout poids-lourds. A noter que le ratio m² préempté sur des terres agricoles ou boisées/ emploi créé est ridiculement bas et que cet argument de création d'emplois ne tient pas. Et enfin, quid du long terme ? Et si l'exemple de la plate-forme logistique DIA à l'abandon depuis plusieurs années n'était qu'un échantillon annonciateur du devenir de ces infrastructures ?

En conclusion, nous disons à nouveau que le projet d'extension du demi-échangeur d'Heudebouville ne correspond ni aux urgences écologique, sociale, économique du moment, ni aux besoins de transports du quotidien de milliers d'habitants. C'est un projet dépassé dont le financement public (3 millions €) serait plus utile à toutes et tous dans le développement de moyens de transport autres que la voiture et le camion.

* Le NPA Seine Eure (Nouveau Parti Anticapitaliste)

